



Janvier 2021- Rapport du CRHSC sur le projet des TRIR

Au cours des quatre derniers mois, les représentants des Tables rondes intersectorielles de la relance, un groupe unique représentant de toutes les industries et disciplines du secteur culturel, ont participé à cinq rencontres plénières entrecoupées de rencontres de caucus et plus petits groupes de travail. De ces rencontres émerge une longue liste de priorités et enjeux qui examinent l'urgence présente et les besoins pour une relance à grande échelle du secteur. Du point de vue du CRHSC, voici les grandes lignes de ces discussions.

Après 10 mois de pandémie, le secteur culturel est encore largement en panne et, malgré un vaccin à l'horizon, il ne faut pas prendre pour acquise la relance de notre secteur. Nous devons être avenants et travailler de concert avec les gouvernements et nos communautés afin de préparer le meilleur futur possible pour le secteur.

En regardant la relance et le futur, deux grandes volontés s'expriment toujours :

- Avoir des meilleures assises financières pour tous; et,
- Rendre le secteur accessible et égal à tous.

Nous pouvons faire le lien entre aujourd'hui et le futur sous 3 défis importants :

1. Ressources humaines & financières;
2. Internet, technologie & législation; et,
3. Équité, Diversité, Inclusion & Accessibilité (ÉDI+A).

1. Ressources humaines & financières :

Tout en saluant les efforts des gouvernements, nous sommes quand même obligés de constater que le mode survie prévaut en ce moment. Et ce, autant au niveau des besoins de subsistance de base que des besoins en santé mentale et en santé physique.

Une phase de réouverture risque d'être problématique pour le secteur alors que nous ne pouvons pas tous et toutes simplement « reprendre » là où nous nous étions arrêtés. Il faudra maintenir les soutiens financiers autant les entreprises, les organismes et les travailleurs, salariés et autonomes. Il faut prévoir plusieurs semaines afin de remettre les productions en marche et/ou accueillir le public et la clientèle dans nos lieux. Ce n'est pas juste une question de dire « nous pouvons ouvrir, nous repartons ».

Une phase de réouverture comporte aussi une grande vulnérabilité. Même si les travailleurs culturels reprennent leurs occupations, le public et la clientèle seront-ils au rendez-vous? Comme les autres secteurs, il faudra se prémunir de protection physique malgré la disponibilité

d'un vaccin. Le secteur culturel n'est pas mieux placé que les autres secteurs économiques, nous subissons les mêmes défis que les banques, les commerçants et les professions en contact étroit avec leurs clients. En fait, il faut rester attentif aux autres secteurs pour bénéficier des leçons apprises et les appliquer à nos activités. Dans tous les cas, réouverture n'est pas synonyme de pérennité.

2. Internet, technologie & législation :

Sans ouvrir le débat pointu des régimes d'imposition, nous avons vu comment les géants du web ont pu tirer leur épingle du jeu. Avec des ajustements réfléchis aux lois, les géants du web pourraient être des alliés et contribuer aux solutions pour un meilleur futur culturel.

La migration des contenus, produits ou services culturels, à une distribution en ligne n'est pas optimale ni accessible à tous/toutes. Afin d'améliorer le rayonnement de tous et toutes, pour aujourd'hui et pour demain, il faut trouver un point de rencontre pour faire un jumelage des compétences technologiques et artistiques.

Les mises à jour des lois pour le droit d'auteur et autres mesures législatives peuvent améliorer le rayonnement des produits culturels canadiens, au Canada et ailleurs.

3. Équité, Diversité, Inclusion et Accessibilité (ÉDI+A) :

Au cœur de toutes les discussions revient la volonté de s'engager vers l'équité, la diversité, l'inclusion et l'accès pour tous et toutes. Les communautés autochtones, noires et racialisées et les personnes avec un handicap sont encore sous-représentées dans les occupations culturelles. Afin d'accéder à un futur riche en créativité, en perspectives, en compétences et accessible à tous, il faudra vraisemblablement soutenir le temps d'une génération complète notre implication à tout un chacun dans ces conversations et sortir de nos zones de confort communes.

Alors que nous voulons nous diriger vers une meilleure représentativité, le besoin pour des formations anti-harcèlement ainsi que des mécanismes de plaintes et services de soutien efficaces et répandus se fait encore sentir pour éliminer la discrimination, le harcèlement, l'intimidation et la violence au travail.

Une emphase particulière sur les enjeux autochtones : les sessions des tables rondes ont souligné à quel point l'inclusion et la représentation font partie intégrale des conversations concernant l'avenir pour arriver à la reconnaissance et une compréhension pour tous. En travaillant avec les peuples autochtones, nous devons écouter afin de bien comprendre les enjeux importants dans le contexte de la vérité et de la réconciliation, en tenant compte des 94 appels à l'action¹.

Présentement, trop peu de représentants (aux tables rondes) parlent au nom des peuples des Premières Nations. Afin de reconnaître et de respecter la diversité des nations, nous souhaitons

¹ <https://www.rcaanc-cirnac.gc.ca/fra/1524494530110/1557511412801>

nous engager dans une collaboration plus efficace en lançant un appel pour créer un groupe de travail. Ce groupe rassemblerait une diversité de voix autochtones représentant les contextes des communautés urbaines et rurales, incluant les Inuit et Métis.

En raison des nombreuses spécificités, le groupe de travail pourrait se réunir dans le cadre d'un processus de consultation en cercle pour répondre aux besoins actuels, parallèlement aux tables rondes intersectorielles. Il serait plus efficace de soutenir l'autodétermination de ce cercle en établissant des collaborations significatives et durables à l'avenir.